

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

contre

tou-te-s uni-e-s le pacte de responsabilité!

Blocages et baisses de salaires, licenciements et maintenant pacte de responsabilité : les mauvais coups pleuvent sur les salarié-e-s pour le plus grand bonheur de la bourgeoisie et de son bras armé le MEDEF. Il est plus que temps de reprendre la rue, la présence de la soi disant gauche au pouvoir ne doit pas nous anesthésier !

La journée de grève et de manifestation du 18 mars à l'initiative de FO, FSU, CGT et Solidaires constitue une première étape dans la construction du rapport de force face au gouvernement et au patronat.

Unité face au patronat et au gouvernement

La tâche n'est pas simple quand la moitié du mouvement syndical se vautre dans la collaboration de classe et signe n'importe quelle régression sociale pour les salarié-e-s qu'elle est censée défendre. Après avoir signé l'accord national interprofessionnel qui organise le chantage à l'emploi, la CGC, la CFTC et la CFDT applaudissent le nouveau pacte de compétitivité qui exonère le patronat des cotisations familles, entraînant la casse de la branche famille de la sécurité sociale.

En plus de cela, afin de satisfaire les critères d'austérité de l'Union européenne, **Hollande s'engage à baisser de 50 milliards d'euros les dépenses publiques.** C'est énorme ! A titre de comparaison, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux n'avait « rapporté » que 10 milliards d'euros. On imagine le plan d'austérité titanesque qui se profile après les élections.

Il est donc urgent de regrouper l'ensemble des forces qui souhaitent se battre, en reconstruisant une unité syndicale sur une base claire d'opposition au gouvernement et au patronat. Or une partie du mouvement social et syndical ne veut pas attaquer de front le gouvernement, pensant qu'il y a encore des marges de manœuvre possible. Et quand Lapaon, secrétaire général de la CGT, affirme ne pas vouloir entrer dans le « club du non » afin de maintenir une alliance avec la CFDT, ça n'aide pas aux clarifications. Pourtant n'importe quel salarié-e voit bien que la politique du gouvernement actuel est exactement la même que celle des 10 années de droite que nous venons de subir, il ne faut donc compter que sur nous mêmes et ne pas attendre sagement des mesures de gauche qui ne viendront jamais !

Reprendre la rue face aux réac

La colère dans le monde du travail et dans la jeunesse est bien réelle. Un mouvement comme les bonnets rouges en Bretagne montre à la fois qu'une colère massive et radicale existe, mais également à quel point le mouvement syndical peine à être à la pointe du combat des salarié-e-s du secteur agroalimentaire et plus généralement d'une grande partie du secteur privé. Or si

le mouvement syndical s'avère incapable d'organiser la riposte de notre camp social alors d'autres forces politiques seront en embuscade pour détourner la révolte sociale vers des orientations racistes et nationalistes. Ainsi, les forces réactionnaires sont mobilisées et ont réussi à faire céder le gouvernement sur leurs revendications (écotaxe, PMA, mouvement des pigeons...). A nous de nous faire entendre dans la rue le 1er mai mais aussi le 22 mars contre le racisme et le fascisme et le 12 avril contre l'austérité et pour le partage des richesses.

Enfin, nous devons être plus offensifs dans nos revendications : **il faut partout où cela est possible poser la question du partage des richesses et du pouvoir dans l'entreprise.** Alternative libertaire revendique ainsi le droit de veto des travailleurs et travailleuses sur les licenciements, un droit nouveau à conquérir pour s'opposer à l'arbitraire patronal.

C'est une revendication ambitieuse qui peut paraître hors de portée, mais si nous, travailleurs et travailleuses, sommes capables de produire des richesses nous devons être capables d'organiser le partage de ces richesses.



le mensuel
en kiosque

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

16 mars 2014